

Quel avenir pour les relations russo-iraniennes ?

Au lendemain du vote à l'unanimité de la résolution 1737 par le Conseil de sécurité, le 23 décembre 2006, sanctionnant l'Iran pour ses programmes nucléaire et balistique, la question de l'avenir des relations russo-iraniennes se pose avec une acuité accrue. Même si des sanctions ont finalement été adoptées avec le soutien de Moscou, celles-ci tiennent compte des exigences russes visant à en restreindre la portée. Ainsi, au lendemain du vote, le ministre russe des affaires étrangères, Sergeï Lavrov, s'est dit satisfait d'une résolution qui ne remet pas en cause les intérêts économiques russes en Iran¹.

La réaction immédiate de Téhéran a été de condamner une résolution qualifiée d'« anti-iranienne, illégale, politiquement motivée et sans fondement juridique » et d'accuser Moscou de « trahison ». Ces accusations iraniennes ne présagent probablement pas d'une rupture des relations russo-iraniennes en raison notamment de l'isolement international croissant de Téhéran. Toutefois, les sanctions limitées, qui touchent les programmes nucléaire et balistique, compliquent les coopérations bilatérales russo-iraniennes. Tout approfondissement des échanges commerciaux bilatéraux entre les deux partenaires dans ces domaines sensibles semble désormais suspendu à un compromis sur la question nucléaire. Téhéran espère que la Russie, malgré son vote, ne respectera pas les sanctions sachant que celles-ci ne s'appliquent que partiellement aux contrats conclus avant son adoption². Ainsi, en janvier 2007, la Russie a confirmé que la livraison des 29 missiles russes Tor-M1 avait été effectuée dans les délais et que la coopération militaire et technique russo-iranienne se serait pas interrompue.

Dans un contexte de confrontation croissante entre l'Iran et les pays occidentaux, il faut s'interroger sur la nature de ces relations Moscou-Téhéran. S'agit-il d'un partenariat, d'une entente ou d'une alliance ? La relation est-elle tactique ou stratégique ? Enfin, nous réfléchissons aux éléments exogènes à la relation qui pourraient modifier le *statu quo* entre Moscou et Téhéran.

Après avoir dressé un tableau historique de ces relations, nous verrons quelles sont ces coopérations russo-iraniennes avant d'envisager enfin trois scénarios d'évolution des relations entre Téhéran et Moscou.

I. D'une histoire conflictuelle à une convergence d'intérêts

L'établissement des relations diplomatiques entre l'Iran et la Russie date du XVI^{ème} siècle. En 1521, un émissaire du roi Ismaël de la dynastie Safavide, rend visite au Tsar Vassili III. La question des échanges commerciaux³ est déjà au cœur de ces premiers contacts

¹ Voir « La résolution du Conseil de sécurité tient compte des intérêts économiques de la Russie (Lavrov) », *Ria Novosti*, 25 décembre 2006.

² La résolution dispose que les sanctions financières contre les personnes et entités iraniennes désignées en annexe de la résolution 1737 n'empêchent pas « toute personne ou entité désignée d'effectuer des paiements au titre d'un contrat passé avant l'inscription de cette personne ou entité sur la liste » si « le contrat n'intéresse aucun des articles, matières, équipements, biens, technologies, assistance, formation... visés » par la résolution. Voir résolution 1737. Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5612^{ème} séance, le 23 décembre 2006.

³ Les marchands iraniens vendaient en Russie de la soie, des vêtements de luxe, des fruits, des épices. Les Russes fournissaient à l'Iran du cuir, des fourrures et des métaux. Voir Rudi Matthee, « Anti-Ottoman Concerns and

diplomatiques russo-iraniens même si cette entente s'inscrit d'abord dans le cadre d'une relation triangulaire entre l'Europe, la Russie et l'Iran, qui s'est construite face à un ennemi commun, l'Empire Ottoman⁴. La chute de l'Empire safavide en 1724 est provoquée par l'occupation de l'Iran par les Ottomans et, après la campagne victorieuse de Pierre le Grand, par les Russes. Nader Shah reconquiert les provinces perdues alors que plusieurs milliers de soldats russes sont morts de maladie pendant l'occupation⁵. Le retrait des troupes russes des provinces d'Astrabad, de Mazandaran, de Bakou et Darband s'opère après la signature, par la tsarine Anna, des traités de Rasht (1732) et de Ganja (1735)⁶. Les ambitions iraniennes de la Russie au XVIII^{ème} siècle s'expliquent par trois éléments essentiels : tout d'abord, la volonté de libérer les communautés chrétiennes géorgiennes et arméniennes du Caucase de l'autorité des Etats musulmans voisins ; ensuite la volonté d'utiliser le territoire iranien afin de développer le commerce avec l'Asie, enfin, la volonté de transformer la mer Caspienne en « un lac russe »⁷.

Au XIX^{ème} siècle, on assiste à une hostilité accrue entre la Russie et l'Iran. La prise du pouvoir par la dynastie Qadjar en 1796 met fin à la division politique de l'Iran. Du côté russe, le règne de Catherine II (1762-1796) est marqué par la définition d'une stratégie d'expansion vers le Sud qui perdure pendant les décennies suivantes et qui constitue un des fondements de la politique iranienne de la Russie⁸. Les deux guerres russo-iraniennes (1804-1813 et 1826-1828) s'expliquent par les prétentions rivales des deux pays sur les territoires du Caucase et par la volonté des premiers Qadjars d'éliminer la menace militaire russe sur leur autorité et leur maintien au pouvoir. Ces deux guerres sont autant d'échecs pour la nouvelle dynastie. Elles sont restées dans la mémoire collective iranienne comme des humiliations. Les traités du Golestan (1813) et de Turkmenchai (1828) consacrent la perte des territoires caucasiens de la Perse. Le premier contient également une clause permettant à la Russie de « garantir » la succession de la dynastie Qâdjâr. Pour parvenir à cette fin, ce traité laisse ouverte la possibilité d'une intervention militaire russe en Iran.

Le second traité impose à l'Iran le paiement d'une indemnité de 20 millions de roubles, met en place un système de capitulation, privant l'Iran du droit de faire naviguer une force maritime dans la mer Caspienne et impose le rapatriement de l'ensemble des prisonniers de guerre russes y compris ceux qui ne le souhaitent pas. C'est le zèle avec lequel le ministre plénipotentiaire russe en Iran, Alexandre Griboïedov, applique cette dernière disposition qui provoque, en 1829, l'attaque de l'ambassade de Russie à Téhéran. La colère de la foule iranienne est aussi exacerbée par les mœurs jugées dissolues du ministre plénipotentiaire. Il

Caucasian Interests. Diplomatic Relations between Iran and Russia. 1587-1639 » in *Safavid Iran and Her Neighbors*, edited by Michel Mazzaoui, The University of Utah Press, Salt Lake City, 2003, pp. 105-106 et Firuz Kazemzadeh, « Iranian Relations with Russia and the Soviet Union, to 1921 » in *The Cambridge History of Iran. From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Volume 7, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, pp. 314-315

⁴ Voir Rudi Matthee, « Anti-Ottoman Concerns and Caucasian Interests. Diplomatic Relations between Iran and Russia. 1587-1639 » in *Safavid Iran and Her Neighbors*, edited by Michel Mazzaoui, The University of Utah Press, Salt Lake City, 2003, pp. 106-108

⁵ Voir Muriel Atkin, *Russia and Iran, 1780-1828*, The University of Minnesota Press, Minneapolis, 1980, pp. 4-5

⁶ Voir Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Flammarion, Paris, 1997, p. 497

⁷ Voir Muriel Atkin, *Russia and Iran, 1780-1828*, op. cit., pp. 6-7 et Firuz Kazemzadeh, « Iranian Relations with Russia and the Soviet Union, to 1921 », op. cit., p. 320

⁸ Voir Yann Richard, *L'Iran. Naissance d'une république islamique*, Editions de la Martinière, Paris, 2006, p. 32

est finalement assassiné avec d'autres diplomates en poste à Téhéran lors de la prise d'assaut de l'ambassade russe par des habitants de la capitale iranienne⁹.

Après ces victoires militaires, la Russie s'efforce de préserver l'indépendance de la Perse en renforçant son influence¹⁰ alors que les Britanniques souhaitent, pour leur part, également l'indépendance de la Perse mais libérée de l'influence russe¹¹. La rivalité anglo-russe se limite principalement à la sphère économique. A titre d'exemple, on peut citer la lutte pour l'acquisition des concessions octroyées par les souverains Qadjars¹². Après la signature de l'accord anglo-russe de 1907, les élites politiques iraniennes sont intéressées par une plus grande implication des Etats-Unis dans leur pays dans le but d'affaiblir les impérialismes russe et britannique. En mai 1911, le choix de Morgan Shuster, un Américain, par le *majles* (le parlement iranien) afin de diriger une mission de conseil auprès du ministère des finances illustre la bonne disposition des élites iraniennes vis-à-vis de la puissance émergente que sont alors les Etats-Unis. Les réformes préconisées par Shuster suscitent l'hostilité de la Russie. En décembre 1911, après l'expiration de l'ultimatum demandant l'expulsion de Shuster, les troupes russes envahissent le Nord de l'Iran. Cette intervention militaire met fin à la mission Shuster.

La chute de l'Empire tsariste s'accompagne d'une rupture dans les relations russo-iraniennes. La signature d'un traité d'amitié irano-soviétique en 1921 traduit la volonté de Moscou d'adopter une nouvelle politique iranienne¹³. Si, aux termes de ce traité, la Russie soviétique condamne « les politiques violentes et coercitives » de l'ancien régime tsariste¹⁴, cette rupture politique déclarée est atténuée par l'article 6 du traité, qui permet à la Russie d'intervenir militairement en Iran, dans le cas où le territoire national est utilisé par une puissance hostile à la Russie soviétique¹⁵. La politique de Moscou en Iran se définit donc d'abord par la volonté d'assurer la sécurité du pays sur son flanc sud. Néanmoins, le facteur idéologique joue aussi un rôle significatif dans la politique soviétique en l'Iran. Si Moscou ne pense pas possible la révolution marxiste en Iran, le *Komintern* intègre le parti communiste iranien dès sa création en 1920¹⁶. De cette influence idéologique soviétique s'ensuit la

⁹ Voir Ali M. Ansari, *Confronting Iran. The failure of American Foreign Policy and the Roots of Mistrust*, Hurst, London, 2006, pp. 11-13 et Yann Richard, *L'Iran. Naissance d'une république islamique*, op. cit., p. 43

¹⁰ Le ministre des Affaires étrangères du Tsar, W. N. Lamsdorff explique que les principaux objectifs de la Russie sont « to preserve the integrity and inviolability of the Shah ; without seeking for ourselves territorial acquisitions, without permitting the hegemony of a third power, gradually to subject Persia to our dominant influence without violating the external symbols of her independence or her internal regime. In other words, our task is to make Persia politically an obedient and useful ally, a sufficiently powerful instrument in our hands. », cité par Miron Rezun, *The Soviet Union and Iran. Soviet Policy from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*, Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève, 1981, p. 7

¹¹ Voir Robert A. Mc Daniel, *The Shuster Mission and the Persian Constitutional Revolution*, Bibliotheca Islamica, Minneapolis, 1974, p. 7

¹² Firuz Kazemzadeh, « Iranian Relations with Russia and the Soviet Union, to 1921 », op. cit., p. 341-342

¹³ Ce traité n'est néanmoins signé après l'échec de la soviétisation des provinces du Nord de l'Iran par les Bolchéviques, Voir Saleh M. Aliev, « Significant Changes in Russia's Expansionist Policy towards Iran 1906-1917 », in Oliver Bast (édité par), *La Perse et la Grande Guerre*, Institut français de recherche en Iran, Téhéran, 2002, p. 90

¹⁴ Voir Mikhail Vologarsky, *The Soviet Union and its Southern Neighbours. Iran and Afghanistan. 1917-1933*, Frank Cass, Portland, 1994, pp. 49-52

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Le premier congrès du parti communiste iranien s'est tenu à Anzali. Lors de la deuxième séance, les participants ont estimé : « Pour le moment, il ne peut pas être question de révolution en Perse, car les masses sont encore étrangères au mouvement révolutionnaire. En attendant, on peut adopter les mots d'ordre suivant : lutte contre l'impérialisme anglais, lutte contre l'impérialisme du shah, lutte contre les khans et les grands propriétaires fonciers », voir Cosroe Chaqueri (édité par), *Le mouvement communiste en Iran*, Edition Mazdak, Florence, 1979, p. 52

détérioration des relations interétatiques russo-iraniennes jusqu'à la fin des années 1920¹⁷. Par ailleurs, la pénétration des idées soviétiques en Iran est facilitée par les flux migratoires entre l'Iran et les provinces du Caucase sous la souveraineté de Moscou¹⁸.

L'influence soviétique s'est donc poursuivie après la signature du traité d'amitié irano-soviétique de 1921. C'est d'ailleurs, en 1941, pendant l'occupation du Nord de l'Iran par l'armée Rouge, que le parti communiste iranien est remplacé par le parti *toudeh*¹⁹. En 1946, les indépendances éphémères de la République autonome d'Azerbaïdjan²⁰ et de celle de Mahabad au Kurdistan sont soutenues par l'URSS et combattues par Washington. A partir de cette date, la Grande Bretagne cède progressivement sa place aux Etats-Unis comme acteur extérieur dominant dans les affaires intérieures iraniennes.

L'affaiblissement de l'influence soviétique en Iran après 1946 explique la position ambiguë de Moscou vis-à-vis des révolutionnaires iraniens. Au début de la révolution, les soviétiques espéraient la victoire des communistes iraniens du *toudeh*. Cette tactique échoue puisque, en 1983, les communistes sont définitivement éliminés de la scène politique iranienne par les partisans de l'Ayatollah Khomeyni. En dépit des difficultés rencontrées par Moscou dans ses relations avec la République islamique au cours des années 1980²¹, l'orientation anti-américaine de la politique extérieure iranienne conduit à un rapprochement entre les deux pays. Enfin, la fin de l'occupation soviétique de l'Afghanistan (1988) et de la guerre Iran-Irak (1988) permettent la signature à Moscou, en 1989, des premiers accords de coopération bilatéraux notamment dans le domaine militaire²².

II. Les coopérations russo-iraniennes

1. Les coopérations régionales

La chute de l'URSS en 1991 ouvre une nouvelle ère dans les relations russo-iraniennes. Il s'agit désormais pour les deux acteurs de s'entendre pour faire face à l'apparition de nouveaux Etats au Caucase et en Asie centrale. La volonté de Moscou de préserver son influence dans l'espace post-soviétique converge avec la volonté de résistance de Téhéran à l'affirmation de la puissance américaine. Il s'agit moins d'une cotutelle russo-iranienne dans ces régions que d'un effacement de Téhéran face à l'influence russe en échange de coopérations, notamment dans les domaines militaires et nucléaires.

Pour Téhéran, la question tchéchène n'est qu'une affaire de politique intérieure russe. Cette politique de neutralité bienveillante face à la question tchéchène permet d'ailleurs le

¹⁷ Voir Miron Rezun, *The Soviet Union and Iran. Soviet Policy from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*, op. cit. pp. 257-310

¹⁸ Voir Cosroe Chaqueri, *The Russo-Caucasian Origins of the Iranian Left. Social Democracy in Modern Iran*, Curzon, Richmond, 2001, pp. 77-97

¹⁹ La filiation du parti *tudeh* avec l'ancien parti communiste est contestée par Ervand Abrahamian. Voir, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton University Press, New Jersey, 1982, p. 290

²⁰ Voir Louise Fawcett, *Iran and the Cold War. The Azerbaijan Crisis of 1946*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, 227 p.

²¹ Voir Mohammad Reza Djalili, *Diplomatie islamique. Stratégie internationale du khomeynisme*, PUF/IUHEL, Genève, 1989, pp. 129-138

²² Voir Robert O. Freedman, *Russia, Iran and the Nuclear Question. The Putin Record*, Strategic Studies Institute, Novembre 2006, p. 5

maintien du « lobby pro-iranien »²³ au sein des élites russes. Il s'agit principalement des groupes de députés nationalistes de la Douma, ainsi que des représentants du complexe militaro-industriel et des entreprises du secteur nucléaire. Le soutien iranien à l'Arménie chrétienne face à l'Azerbaïdjan chiite est également une position pragmatique qui converge avec la politique régionale russe. De même, dans la guerre civile au Tadjikistan, l'Iran et la Russie ont joué un rôle de médiation et d'apaisement vis-à-vis des deux factions rivales néo-communistes et islamistes. Dans les années 1990, au moment où les Etats-Unis avaient une politique ambiguë vis-à-vis des *taliban*, Moscou et Téhéran soutenaient déjà les forces de l'Alliance du Nord dirigées par le commandant Massoud.

A l'inverse, les deux voisins se sont divisés sur la question du partage des ressources de la mer Caspienne. Après avoir adopté une position commune en faveur de l'exploitation commune des ressources maritimes (régime de condominium) lors de la dissolution de l'URSS, Moscou a finalement décidé de signer des accords bilatéraux avec le Kazakhstan (1998) et l'Azerbaïdjan (2001). Cela signifiait l'acceptation *de facto* par Moscou d'un partage en zone économique exclusive proportionnelle à la longueur des côtes²⁴. Le gouvernement iranien insiste pour qu'un partage à égalité de la mer Caspienne soit décidé à l'unanimité (20% pour chaque Etat riverain) et ne reconnaît pas la valeur juridique des accords bilatéraux signés par la Russie. L'abandon de Téhéran qui se retrouve isolé sur cette question n'a toutefois pas signifié la fin de la coopération russo-iraniennne dans l'espace caspien. En 2005, l'Iran est intégré dans le projet russe de CASFOR, *Caspian Force*, de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues. La même année, l'entrée de l'Iran au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai en qualité d'observateur confirme l'entente stratégique régionale entre les deux acteurs. La Russie considère en effet comme indispensable la contribution de l'Iran à la lutte contre le trafic de drogue ainsi qu'à la réduction de l'activité terroriste au Caucase et en Asie centrale.

2. La coopération nucléaire, militaire et spatiale

La légalité de la coopération nucléaire russo-iraniennne a été contestée depuis ses débuts au milieu des années 1990 par les Etats-Unis au nom d'une interprétation extensive du principe de lutte contre la prolifération nucléaire. Il s'agit principalement de la centrale de Bushehr, initialement construite, à partir de 1975, par l'entreprise allemande, Siemens. La Russie a pris le relais sur ce chantier interrompu par la révolution islamique de 1979, avec la signature d'un contrat d'environ 800 millions de dollars en 1995. Elle doit être achevée à la fin de l'année 2007 si l'accord signé en septembre 2006 est respecté par Moscou. Enfin, ce contrat de Bushehr est exclu du champ des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité à la suite du non-respect par l'Iran de la résolution 1696 du conseil de sécurité du 31 juillet 2006. La Russie ne veut pas compromettre ses intérêts économiques dans le secteur nucléaire iranien. L'Organisation de l'énergie atomique iranienne négocie avec Moscou la réalisation d'un projet de construction d'une vingtaine de nouvelles centrales électriques qui intéresse les entreprises russes.

Concernant l'armement, après la fin de la guerre irano-irakienne, l'hostilité réciproque entre Téhéran et Washington conduit les dirigeants iraniens à rechercher de nouveaux

²³ Dimitri V. Trenin, Aleksei V. Malasenko, Anatol Lieven, *Russia's Restless Frontier. The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C., 2004, p. 186.

²⁴ Une solution très défavorable à l'Iran dont la souveraineté est réduite à seulement 13% de la superficie de la mer dans cette configuration.

partenaires qui ne soient pas occidentaux. Les échanges commerciaux dans le domaine de l'armement conventionnel débutent officiellement au début des années 1990 par la signature des premiers contrats entre Téhéran et Moscou. Les livraisons d'armes russes sont suspendues de 1995 à 2000 en raison de la signature de l'accord Gore-Tchernomyrdine qui interdisait à la Russie toute coopération dans les domaines sensibles avec Téhéran. Après avoir dénoncé unilatéralement cet accord à la fin de l'année 2000, Moscou a repris ses livraisons d'armes (chars, systèmes anti-missiles, avions de combat, artillerie, etc.) à Téhéran qui est désormais son troisième client après la Chine et l'Inde²⁵.

La coopération spatiale entre la Russie, initiée en 2003, s'inscrit dans le cadre de la volonté iranienne de devenir une puissance spatiale indépendante, une ambition qui date de l'époque du Shah²⁶. Ce programme vise officiellement deux objectifs : la diffusion de chaînes satellitaires et la prévention de catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations, etc.). Certains experts occidentaux estiment néanmoins que ce programme pourrait être détourné à des fins militaires.

3. La coopération énergétique : vers la constitution d'une OPEP du gaz ?

La Russie et l'Iran disposent respectivement des premières et secondes réserves de gaz mondiales. Une entente a été conclue entre ces deux producteurs, en juin 2006, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai. Il s'agit d'un partage du marché gazier : la Russie approvisionne l'UE et l'Iran exportera vers l'Inde et le Pakistan. La Russie a par la même occasion apporté son soutien au « gazoduc de la paix » Iran-Pakistan-Inde, un projet que désapprouve Washington. Le président iranien a proposé à son homologue russe de décider en commun du prix du gaz.

Cette entente russo-iranienne autour des questions gazières s'inscrit dans le cadre plus large d'une stratégie russe de contrôle de l'offre énergétique. Toutefois, à court terme, il ne semble pas que cette nouvelle entente russo-iranienne soit de nature à aboutir à la constitution d'un cartel du gaz. En effet, la Russie est l'acteur dominant du secteur gazier, elle n'est pas prête à sacrifier sa position dominante sur le marché européen au profit d'une véritable coordination des politiques énergétiques russo-iraniennes. Il s'agit plutôt pour Moscou de se positionner sur le marché iranien ce qui lui permet *in fine* de mieux contrôler l'offre énergétique et de renforcer son pouvoir de négociation avec ses clients. Enfin, Moscou n'a pas intérêt à un développement rapide du secteur énergétique iranien. L'Iran est une possibilité d'approvisionnement alternative pour les pays de l'UE. Même si cette perspective ne semble pas réalisable à court terme pour des raisons politiques²⁷, l'accès au marché européen pourrait placer Téhéran et Moscou en situation de concurrence à plus long terme. Cela semble en tout cas être dans l'intérêt des acheteurs européens de gaz russe²⁸.

²⁵ Sur la période 2000-2004, ces exportations d'armes russes vers l'Iran représentent un montant de 1678 millions de dollars. Selon, *SIPRI Yearbook 2005 Armaments, Disarmament and International Security*, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 2005

²⁶ En 1958, l'Iran est un des membres fondateurs du *Committee on the Peaceful Uses of Outer Space*.

²⁷ L'Iran ne peut pas se permettre de concurrencer son « ami » russe sur le marché gazier européen en raison de la position ambiguë de Moscou au Conseil de sécurité.

²⁸ Monsieur Piebalgs, commissaire européen à l'énergie a estimé, le 4 septembre 2006 « tout à fait préoccupante » la question de savoir si la Russie sera en mesure cet hiver de respecter ses engagements en matière de livraison de gaz naturel. Il a assuré que l'UE avait commencé à rechercher de nouveaux canaux d'approvisionnement en particulier depuis l'Iran. Voir « Monsieur Piebalgs s'inquiète de possibles ruptures des livraisons de gaz russe cet hiver », *Bulletin quotidien Europe*, n° 9257, 5 septembre 2006.

4. Le dialogue religieux entre l'Eglise orthodoxe de Russie et le clergé chiite iranien

Moscou a également favorisé un dialogue religieux entre l'Eglise orthodoxe et le clergé chiite. En 1997, une commission conjointe russo-iraniennne est mise en place. Elle se réunit alternativement à Téhéran et à Moscou. Elle a pour objectif, selon le patriarche de Russie, Alexis II, de définir des terrains d'entente, comme par exemple l'opposition « aux valeurs de la sécularisation imposées de l'extérieur en contradiction aux valeurs religieuses »²⁹. La commission s'est réunie pour la dernière fois du 27 février au 4 mars 2006 à Téhéran sur le thème : « L'eschatologie du point de vue de l'orthodoxie et de l'islam ». Elle permet ainsi à Moscou de montrer son ouverture et son aspiration à un dialogue avec le monde musulman. Les relations entre la Russie et le monde musulman sont en effet toujours compliquées par la poursuite de la guerre en Tchétchénie.

III. Quels scénarios pour l'avenir des relations russo-iraniennes ?

1. La position russe sur le programme nucléaire iranien

Moscou partage avec les Occidentaux l'objectif de lutte contre la prolifération nucléaire. Mais des divergences existent sur les méthodes à employer pour éviter que l'Iran n'accède à une capacité nucléaire militaire. En effet, Moscou et Pékin défendent une politique de dialogue même si ce dernier n'apporte pas rapidement les résultats espérés : la suspension de l'enrichissement de l'uranium par Téhéran. Cette différence de méthode s'explique par une divergence d'analyse. Washington considère que le programme nucléaire iranien constitue « une menace pour la paix et la sécurité internationale » alors que Moscou estime que s'il existe des doutes sur la vocation civile ou militaire du programme, il n'y a pas de danger imminent lié au programme nucléaire iranien.

A la fin de l'année 2005, Moscou a proposé que l'enrichissement de l'uranium soit effectué sur le territoire russe par une société mixte russo-iraniennne. Lors de sa visite à Moscou, le 10 novembre 2006, Ali Larijani, a déclaré que cette proposition était toujours sur la table. Toutefois, la position officielle de Téhéran est d'insister sur le fait que l'enrichissement est un « droit » et qu'il doit s'effectuer sur le territoire iranien afin de préserver l'« indépendance nationale » ce qui réduit presque à néant les chances de parvenir à un compromis sur la proposition russe.

2. Statu quo, amélioration ou rupture ?

a. Le statu quo

La volonté affichée par Moscou de maintenir l'ensemble des canaux diplomatiques avec Téhéran montre sa volonté de résister aux pressions occidentales. Les intérêts convergents dans les régions proches restent inchangées malgré le différend sur le futur statut juridique de la Caspienne ainsi que les intérêts commerciaux (la nature des coopérations est certes sensible, néanmoins la Russie n'est que le dixième pays exportateur vers l'Iran³⁰).

²⁹ Déclarations d'Alexis II lors de la visite à Moscou du Président du parlement iranien, Gholam Ali Haddad Adel en décembre 2005.

³⁰ La Russie a par ailleurs signé, le 31 octobre 2006, un contrat de 200 millions de dollars pour la livraison de minibus GAZ, une entreprise automobile russe qui espère s'implanter sur le marché automobile iranien en 2007-

Moscou cherche aussi à accroître son prestige diplomatique en proposant une solution originale à la crise nucléaire iranienne. Par ailleurs, la doctrine russe en matière diplomatique est généralement défavorable à l'instauration de régime de sanction comme moyen de résolution des différends³¹, ce qui satisfait Téhéran. Néanmoins, face aux pressions occidentales, des sanctions limitées et tenant compte des objections russes, ont été adoptées par le Conseil de sécurité sans que Téhéran ne réévalue sa position de « profil bas » vis-à-vis de Moscou. Le renforcement du régime de sanctions, avec l'accord de Moscou, qui affecterait les contrats déjà signés reste improbable en raison des pertes financières que subiraient alors les entreprises russes. Moscou souhaite continuer à travailler avec l'Iran sans remettre en cause ses relations avec les Occidentaux.

b. L'amélioration

Des sanctions économiques et diplomatiques significatives imposées unilatéralement par une « coalition de volontaires » pour contourner le veto russe à un projet de renforcement des sanctions au Conseil de sécurité pourraient radicaliser la position russe, et aboutir à la mise en place d'un véritable partenariat russo-iranien. Des frappes limitées des Etats-Unis et/ou d'Israël contre les installations iraniennes, sachant que ces dernières pourraient mettre en péril la vie des 1500 techniciens russes présents à Boucher, pourraient également renforcer le soutien russe à Téhéran. Ce scénario reste possible en raison de la position intransigeante israélienne mais improbable étant donné les risques d'aggravation de l'instabilité régionale qu'il implique.

c. Vers la rupture ?

La rupture des relations russo-iraniennes est l'un des objectifs affichés de la diplomatie israélienne. Lors du voyage d'Ehoud Olmert à Moscou, en octobre 2006, à l'occasion de l'anniversaire du rétablissement des liens diplomatiques entre Moscou et Tel Aviv, la question des relations russo-iraniennes a été largement évoquée sans que Tel Aviv ne parvienne à infléchir la position russe sur aucune des questions sensibles. Poutine a réitéré l'opposition de Moscou à l'utilisation, rhétorique ou pratique, de l'option militaire contre l'Iran. De même, la Russie n'a pas fait de concessions sur la question du transfert des armes russes au Hezbollah ou du « soutien diplomatique » russe au Hamas³². La visite du Président géorgien, Saakachvili, en Israël, début novembre 2006, s'inscrit aussi dans le cadre de ces tensions russo-israéliennes.

Les Etats-Unis s'inquiètent également d'un renforcement de la puissance régionale iranienne avec le soutien de Moscou. Des sanctions américaines ont ainsi régulièrement été adoptées par l'exécutif américain contre les entreprises russes exportant vers l'Iran³³. La Russie utilise l'Iran comme une monnaie d'échange dans ses relations avec Washington. Le

2008. Cela permet à la Russie de diversifier ses échanges commerciaux avec l'Iran. Voir « La Russie va livrer à l'Iran des minibus GAZ pour plus de 200 millions USD », *AFP*, 31 octobre 2006.

³¹ Il faut rappeler que, depuis le début des années 1990, les entreprises russes ont régulièrement été victime de sanctions américaines pour avoir coopéré avec Téhéran. Toutefois, la Russie a imposé des sanctions unilatérales à la Géorgie à la fin de l'année 2006.

³² Voir Robert O. Freedman, « Olmert in Moscow », 29 octobre 2006, *Gulf 2000*, Columbia University.

³³ Le 5 janvier 2007, les Etats-Unis ont annoncé contre des entreprises russes (Rosoboroneksport...), chinoises et nord-coréennes pour des ventes d'armes à l'Iran et la Syrie. Ces sanctions ont été prises dans le cadre du *Iran and Syria Nonproliferation Act* de 2005, *AFP*, 6 janvier 2007.

soutien de Moscou sur des sanctions contre Téhéran a été obtenu en contrepartie de l'appui américain à la candidature russe à l'OMC et de nouvelles coopérations russo-américaines dans le nucléaire civil. Les Etats-Unis ont d'ailleurs accepté le principe de l'entrée de la Russie dans l'OMC lors de la visite de Bush à Moscou le 15 novembre 2006. Pour sa part, Téhéran perçoit ses relations avec Moscou et Pékin comme un moyen de contourner la politique d'isolement de Washington à son égard.

Un rapprochement américo-iranien pourrait enfin, à long terme et dans le cas où une solution au contentieux bilatéral était trouvée, mettre en péril les coopérations russo-iraniennes. En effet, le savoir-faire occidental est qualitativement supérieur à celui proposé par la Russie, aussi bien dans les secteurs nucléaire et spatial que concernant les secteurs de l'armement conventionnel ou de l'aviation civile. Par exemple, en septembre 2006, la compagnie *Iran Air* a acheté des avions Tupolev à la Russie mais, ceci par défaut et après l'échec des négociations avec Airbus. La compagnie européenne a en effet refusé de vendre des avions à l'Iran par crainte des représailles commerciales et financières américaines. Par contre, on voit mal l'intérêt de Moscou à un alignement de sa politique sur celle de Washington. La Russie n'a eu de cesse de dénoncer l'exploitation politique du dossier nucléaire iranien visant à porter préjudice à ses intérêts commerciaux en Iran. Néanmoins, sans un assouplissement de la position iranienne sur la question nucléaire, les coopérations russo-iraniennes pourraient *in fine* être remises en cause par Moscou, par exemple dans l'hypothèse où l'Iran se retirerait du TNP.

Conclusion

Moscou et Téhéran ont une relation asymétrique au sein de laquelle les deux acteurs coopèrent en fonction d'intérêts à court terme qu'ils soient commerciaux, énergétiques ou sécuritaires. Cette relation ne peut néanmoins être comprise sans la prise en compte de l'influence du « facteur américain » qui explique en partie les fluctuations russes vis-à-vis de Téhéran (abandon de la position commune dans le débat juridique sur la mer Caspienne ou signature de l'accord Gore-Tchernomyrdine en 1995). C'est cette capacité réelle bien que limitée des Américains à influencer Moscou qui fait que cette relation peut difficilement être considérée comme une alliance.

A contrario, les intérêts communs des deux acteurs au Caucase et en Asie centrale à s'opposer à l'expansion de l'influence américaine semblent montrer une dimension stratégique à cette relation. Son avenir dépendra de la capacité de la Russie à faire baisser l'intensité du conflit entre l'Iran et les pays occidentaux, et des choix de Téhéran en politique extérieure. En effet, l'avenir des coopérations russo-iraniennes dépend principalement du règlement du problème nucléaire iranien. Paradoxalement, les tensions irano-occidentales rendent Téhéran plus dépendant de Moscou et dans une moindre mesure de Pékin. On peut donc se demander si la *realpolitik* en Asie et la posture plus idéologique adoptée vis-à-vis des Etats occidentaux est bien conforme aux intérêts nationaux et économiques de l'Iran.